



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En Bretagne, comme ailleurs, Aux travailleurs de prendre la tête du ras-le-bol social !

Bulletin national POSTE du NPA - Novembre 2013



Depuis des mois, la Bretagne vit au rythme des suppressions d'emplois, touchant surtout l'agro-alimentaire, mais aussi les sites industriels comme PSA ou Alcatel à Rennes. La suspension de l'écotaxe n'a en rien empêché le succès de la manifestation de samedi dernier à Quimper. Les 15 à 30 000 manifestants (agriculteurs, marins, commerçants, artisans et surtout salariés, précaires, chômeurs et beaucoup de jeunes) ont crié leur colère contre les licenciements, l'écotaxe, mais aussi la baisse de leur pouvoir d'achat due aux bas salaires, alors que les impôts augmentent.

Dans la foulée, lundi, les salariés de Marine Harvest à Poullaouen ont décrété la grève illimitée et ont décidé d'occuper leur usine. A Morlaix, les Tilly Sebco ont occupé la sous-préfecture dont ils ont enfoncé la grille. C'est bien la preuve que les travailleurs reprennent confiance dans leurs propres forces ! Et c'est la meilleure réponse pour ne pas laisser la droite, le MEDEF ou l'extrême droite tenter de dévoyer le mécontentement social à son profit.

Des patrons qui pleurent la bouche pleine

L'écotaxe n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le ras le bol social. Mais le patronat s'est aussitôt engouffré dans la brèche, reprenant le refrain connu du « coût du travail » et de « la compétitivité ». En fait, les patrons n'ont jamais eu autant de libertés et de subventions publiques... et jamais autant licencié. La famille Doux, 146ème fortune française, est réputée pour avoir touché plus d'un milliard d'euros de subventions en quinze ans, via la Politique Agricole Commune. Tilly-Sabco a réalisé 2 millions d'euros de bénéfices. Et Marine Harvest a déclaré 113 millions d'euros de bénéfices au premier semestre 2013 !

Un gouvernement de plus en plus discrédité

Hollande et Ayrault prétendent inverser la courbe du chômage alors que les chiffres ne cessent de monter. Le nombre de plans de licenciements a explosé depuis le 1er juillet, date d'application de la loi de « sécurisation

de l'emploi ». Lâches devant les patrons et les riches, ils attaquent les travailleurs et les classes populaires, agressent les plus faibles, les Roms et les immigrés, expulsent des jeunes scolarisés tout en croyant tromper leur monde par des discours mensongers.

Tous ensemble, avec les travailleurs !

Ceux qui, comme les responsables régionaux ou nationaux de la CGT, de la FSU et de Solidaires du Front de Gauche et des Verts ont organisé samedi dernier à Carhaix leur petite manifestation à part, se disant les seuls à porter vraiment les revendications des salariés ont eu tort. Bien sûr, les salariés n'ont pas d'intérêts communs avec des patrons qui parlent à leur place, surtout quand ce sont ceux qui les licencient. Mais raison de plus pour s'adresser à ceux qui manifestent plutôt que de leur tourner le dos. Quant à Mélenchon, il s'est permis de traiter les manifestants de Quimper de « nigauds », estimant « qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres »... Oubliant que les travailleurs, qui formaient le gros des manifestants de Quimper, n'ont pas besoin de leçon de morale, mais de perspectives, pour éviter que leurs ennemis utilisent leur colère à leur profit. Les salariés doivent s'organiser eux-mêmes s'ils veulent que ce soient leurs revendications qui soient mises en avant : interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous, hausse des salaires, imposition des plus riches et des revenus du capital. Ils pourraient alors entraîner avec eux le reste de la population (artisans, agriculteurs, petits commerçants...), en s'adressant au reste du pays qui connaît qui subit les mêmes attaques, notamment à ceux de Goodyear, la Redoute ou Fagor-Brandt.

Contre les multinationales, les capitalistes du transport, de l'agro-alimentaire, les grandes chaînes de distribution et le gouvernement qui les sert, il est temps d'organiser une manifestation nationale contre les suppressions d'emploi qui aideraient à fédérer les luttes actuellement dispersées et qui pourrait être le point de départ d'un mouvement d'ensemble des travailleurs.

Paris 8 PDC : grève majoritaire contre la réorg !

4 jours de grève majoritaire à la distri du 8ème arrondissement de Paris, du lundi 30 septembre au jeudi 3 octobre ! 4 jours durant lesquels les facteurs de Paris 8 se sont retrouvés en piquet de grève devant leur bureau pour exiger de la direction qu'elle retire son projet de restructuration destructrice d'emplois et de tournées. Et même si la direction n'a pas bougé d'un iota, les facteurs du 8ème, confrontés au refus ferme de celle-ci de négocier quoi que ce soit, n'auront pas manqué de se battre. Ainsi, malgré l'avertissement de leurs représentants syndicaux SUD et CGT qui leur affirmaient que la direction ne les rencontrerait pas, les facteurs décidèrent quand même jeudi 3 octobre de faire une dernière journée, entraînant avec eux les plus indécis, tant la colère et la motivation était forte chez eux. En tout cas, rendez-vous est pris pour recommencer, car comme l'ont dit les syndicalistes et les collègues, cette réorg ne doit pas passer et ne passera pas, personne n'acceptant les 27 suppressions d'emplois prévues par la boîte !

Reuil-Malmaison is back ?

Rueil est connue comme siège de l'une des demeures de l'empereur Napoléon. C'est désormais une ville bourgeoise, peuplée de vieux et dirigée par l'UMP... Mais Rueil est aussi la seule ville de France métropolitaine où Facteur d'Avenir n'existe pas. Le centre courrier n'a pas subi de restructuration depuis 1999. Pourquoi ? Les facteurs ont fait 24 jours de grève en juillet-Août 2006, 3 semaines de grève en 2007 et ont activement participé au conflit départemental contre FA de 78 jours en 2009. C'est ce qui a permis aux facteurs de conserver leurs 60 tournées et d'être préservés de tout type de sécabilité. La direction départementale les a laissés tranquilles pendant plusieurs années mais récemment elle a annoncé une réorganisation du service CEDEX. Le centre est divisé en 4 sites. Cela n'a pas empêché les collègues de tous les sites de comprendre que Facteur d'Avenir au CEDEX c'était « le loup dans la bergerie » : le 22 octobre, 50 facteurs de tous les sites se sont réunis en fin de service sur le site de Rueil Doumer. Une manière de faire comprendre que Rueil peut de nouveau donner des cauchemars à la direction.

Les lycéens montrent l'exemple

Désigner des boucs émissaires, comme les Roms, les musulmans ou les immigrés... est une méthode détestable mais toujours en vogue chez les capitalistes et leurs serviteurs politiques pour détourner la colère sociale. Dans ce climat délétère, les lycéens qui manifestent contre l'expulsion de leurs camarades Leonarda ou Khatchik ont raison. Il n'est pas normal de laisser celles et ceux qui étudient, qui travaillent ou qui vivent à nos côtés, qui font partie de la même classe sociale que nous, se faire saisir par la police et expulser. Comme s'ils avaient commis un crime ! Et pendant ce temps, les banquiers et les capitalistes qui détournent et volent chaque jour des millions, qui détruisent des emplois pas milliers, sont eux choyés par le gouvernement

SANS-PAPIERS



Conseillers bancaires en colère

Après une première alerte avec une pétition lancée il y a quelques mois, les CSI (Conseillers Spécialisés en Immobilier) du 91 et du 77, avaient décidés de se saisir de la journée du 15 octobre pour montrer leur ras-le-bol face à une Direction (La Banque Postale) totalement sourde à leurs revendications. Avec 100% de grévistes sur le 91 et 13 CSI en grève sur 15 dans le 77, la mobilisation a été totale. Cette grève tout à fait exceptionnelle, montre à quel point tous les secteurs d'activités du groupe La Poste sont touchés par la dégradation des conditions de travail y compris dans des services qu'on pourrait croire protégés comme les directions bancaires et commerciales. Ceux-ci subissent de plein fouet la politique jusqu'au-boutiste de La Poste, allant même jusqu'à refuser de les recevoir le jour de la grève ! Dans une période où les suicides de postiers continuent, le malaise des CSI est bien là évoquant une véritable souffrance physique et psychologique au travail. Malgré le refus de la Direction Bancaire de les recevoir, ils sont décidés à aller jusqu'au bout et demandent toujours à être reçus en présence du syndicat SUD.

Ça bouge à la DOTC Côte d'Azur !

Jeudi 17 octobre 70% des facteurs du Var et 420 facteurs des Alpes Maritimes (40%) étaient en grève à l'appel d'une intersyndicale. Après avoir été 150 à occuper les locaux de la DOTC ils ont obtenu entre autres le paiement des heures supp, la possibilité de partir avant la fin de service ou la mise en place de formations professionnelles sur le temps de travail. Une grève interdépartementale qui est le prolongement des luttes de ces derniers moi sur Nice et Cannes notamment. Ce n'est qu'un début, une nouvelle journée de grève est déjà annoncée pour mi-novembre.

Restructuration globale du réseau d'acheminement du courrier : NON à CQC 2 !

Les annonces de fermetures de centres pleuvent, après la PIC Pontoise et Bercy PPDC l'année dernière, c'est au tour de la PIC Bobigny, du Charolais transbordement, d'Orly outre-mer. Dernier en date, le Site de Traitement Manuel de Paris Brune (14ème arrondissement de Paris), annexe de la PIC Wissous où travaillent une soixantaine de collègues... Au total, ce sont plus d'une douzaine de centres promis à la fermeture par La Poste sur le territoire, soit près de 2000 postiers concernés. Les conséquences sociales sont lourdes : salariés poussés vers la sortie ou en mutation forcée, sinistres à l'emploi dans des départements déjà fortement touchés par le chômage... Ces fermetures sont inacceptables et doivent être combattues ! Et Systématiquement, les collègues se retrouvent tirailés entre les chantages abjects de la boîte sur des indemnités financières et la volonté de conserver leur poste et leur emploi, les laissant à des sentiments de colère et de désarroi.

Localement, des résistances s'organisent, quelquefois à l'échelle de plusieurs bureaux. Ainsi, les équipes SUD et CGT des PIC de Pontoise et de Gonesse, ont lutté ensemble pendant un an, par des HMI communes et une action coordonnée des 2 CHSCT, refusant de céder au chantage aux primes et aux « accords sociaux ». Le 6 novembre, une journée d'action de la PIC Bobigny a été étendue par les syndicats départementaux à l'ensemble des services courrier et Enseigne de la Seine Saint Denis, réunissant près de 200 participants devant l'ex DD du 93 ! Au delà de la nécessité de sortir localement

les collègues de la résignation et de la démoralisation, la conscience pour chaque militant et équipe syndicale se développe que ce ne sera que par une lutte d'ampleur qu'on stoppera La Poste dans cette casse à l'emploi gigantesque, et non pas centre par centre.



Réforme des rythmes scolaires : la droite l'a préparée, la gauche l'a appliquée.

Contre l'avis des concernés, et ignorant les mobilisations, le gouvernement à malgré tout imposé le décret d'application de la réforme des rythmes scolaires, préparée par la droite. Le diagnostic est lourd. Sous prétexte d'allègement des journées d'école pour les élèves, ce sont les conditions de travail de tous les personnels qui sont dégradées : Des journées de travail bouleversées et alourdies pour les personnels non-enseignants (ATSEM), une demi-journée de travail supplémentaire par semaine (sans compensation) pour les enseignants, des activités pédagogiques complémentaires qui dépendent de la richesses des communes et viennent creuser le fossé déjà existant entre écoles riches et écoles pauvres... Mais des résistances et des mobilisations émergent, comme à Paris ou encore Aubervilliers où 80% des enseignants se sont mis en grève le 3/10 pour demander le retrait de la réforme. Les 12, 13 et 14 novembre les différentes catégories de personnel se mobilisent et malgré la dispersion, les grèves s'annoncent massives.

Indonésie : Grève générale pour les salaires



Un peu plus d'un an après le 3 octobre 2012, les travailleurs indonésiens ont lancé leur deuxième grève nationale. Selon les syndicats, cette grève de deux jours aura réuni 2 millions d'ouvriers, du textile à l'électronique.

Elle a affecté les zones industrielles du pays dans 20 provinces sur 34 (l'Indonésie est habitée par 270 millions de personnes sur un archipel de plus de 13000 îles). Ils demandent une augmentation de 50% du salaire minimum.

Celui-ci varie d'une région à l'autre. Le salaire minimum est fixé de manière tripartite par le gouvernement de la province, le patronat et les syndicats. À Jakarta, où la vie est la plus chère d'Indonésie, il est actuellement de 2, 2 millions de roupies, soit environ 145 euros. Il a augmenté de 44% l'an dernier mais les syndicats réclament de le porter à 3, 7 millions de roupies en 2014. L'inflation, notamment due à l'augmentation des prix du pétrole, ronge les revenus. Elle a été de plus de 8% en septembre. À Jakarta, des travailleurs ne peuvent plus payer leurs loyers et doivent aller vivre sous les ponts.

Outre la fin de la politique de bas salaires, les autres revendications sont l'abolition de la politique des contrats temporaires et un système universel de santé.



Solidarité inter-entreprise

La grève est à l'initiative de la Confédération indonésienne des syndicats de travailleurs (KSPI) et prévue pour août. Mais finalement, c'est une coalition de plusieurs confédérations et alliances syndicales locales qui s'est constituée patiemment et qui a programmé une grève nationale les 1er et 2 novembre. L'échéance a été fixée par rapport au planning des négociations sur les salaires.

Le mouvement national a été précédé par différentes actions ouvrières, s'étalant du 28 au 30 octobre, dans toute l'Indonésie. Des militants, des ouvriers ont préparé la grève en sillonnant les zones industrielles. C'est plutôt un succès. À KBN Cakung, à Jakarta, là où plus de 71 usines textiles existent, presque toutes ont arrêté leur production vendredi 1er novembre. Dans le sud de Sulawesi et sur la côte nord de l'île de Java, des routes ont été bloquées et l'accès aux villes de Makassar et Sémarang a été paralysé. Dans l'est de Java, c'est le siège du gouvernement de la province qui a été occupé. À Bekasi, proche de Jakarta, ou à Batam, les travailleurs en grève ont été attaqués violemment et blessés par des membres de l'organisation paramilitaire Pemuda Pancasila. Cette organisation, qui faisait le sale travail du régime sous la dictature de Suharto, est composée de voyous notoires et de petits délinquants et a toujours des liens étroits avec les différentes factions de l'armée et de la police.

Depuis la fin de la dictature en 1998, le mouvement ouvrier indonésien et ses organisations se reconstruisent. La plupart des actions se font hors temps travail. La solidarité inter-entreprise se développe, les ouvriers se déplacent d'usine en usine pour les faire débrayer. L'habitude d'arrêter le travail reprend.

Les associations d'employeurs, les médias, le gouvernement, propagent l'idée que l'environnement économique est incertain et surtout brandissent la menace de la fuite des investisseurs et la délocalisation dans d'autres pays d'Asie en cas d'augmentation des salaires.

Le mouvement de grève nationale a été un signe que la classe ouvrière indonésienne prend confiance en sa propre force.